

LE PRESIDENT DU MEXIQUE ENRIQUE PEÑA NIETO REÇU A L'ELYSEE : LE PRESIDENT MACRON DOIT PRENDRE POSITION CONTRE LA VIOLATION DES DROITS HUMAINS AU MEXIQUE

COMMUNIQUE, MARDI 4 JUILLET 2017

Disparitions forcées, répression, assassinats, corruption, impunité sont les bases du narco-Etat mexicain

La situation des droits de l'homme au Mexique est plus dramatique que jamais, au point que les organisations internationales (ONU, Amnesty International, ACAT ...) parlent de « situation critique ». C'est une véritable « crise humanitaire » qui se joue dans l'indifférence de la communauté internationale, et avec la complicité de l'Etat fédéral mexicain. Loin de s'apaiser, la situation s'est à plusieurs niveaux aggravée depuis l'arrivée du président Enrique Peña Nieto, qui a marqué le retour au pouvoir du PRI en 2012, après 12 ans d'éclipse.

Depuis le déclenchement en 2006, par son prédécesseur Felipe Calderón (PAN), de la guerre contre les narcotrafiquants, 106 journalistes ont été assassinés – dont 42 depuis l'arrivée au pouvoir de EPN. On compte plus de 30 942 disparus, 855 fosses clandestines ont été découvertes et dans la seule année 2016, 23 000 personnes ont été tuées, plaçant le Mexique en 3^{ème} position des pays les plus dangereux au monde. Aujourd'hui, au moins 5 femmes sont assassinées par jour dans l'ensemble du pays et seuls 15% de ces crimes sont reconnus légalement comme des « féminicides »¹.

La responsabilité de l'Etat fédéral mexicain et de son appareil répressif est directement engagée dans toutes ces violations des droits humains. Les disparitions forcées sont des arrestations opérées par des membres de la police ou des forces armées. Ce sont la société civile et les familles des victimes qui s'organisent et alarment sur le degré de l'horreur, sur le déni gouvernemental, mais qui se trouvent à leur tour criminalisées, voire elles-mêmes victimes d'exécutions. Les enquêtes sur les disparitions sont soit sabotées, soit même jamais menées, laissant leurs auteurs dans l'impunité la plus totale.

Dans ce contexte, les pays européens, et la France en particulier, maintiennent avec le Mexique une coopération multiforme, y compris par des livraisons d'armes, et dans le cas de la France par l'équipement et la formation des forces répressives.

Emmanuel Macron s'apprête à accueillir, le 6 juillet prochain, le président mexicain pour réaffirmer leurs « relations bilatérales » avant de se rendre au sommet du G20. EPN était déjà l'invité d'honneur de François Hollande le 14 juillet 2015, soit 10 mois après la disparition des 43 étudiants de l'école normale d'Ayotzinapa (Guerrero), dans laquelle la responsabilité de l'Etat mexicain et de son appareil répressif (polices municipale, étatique, fédérale et l'armée) a été mise en évidence par les enquêteurs internationaux indépendants.



Nous demandons solennellement au président Macron et au gouvernement français de prendre la mesure de ce qu'est la réalité aujourd'hui des violations quotidiennes des droits humains au Mexique, et d'en tirer les conséquences dans les différents domaines de la coopération. Les accords commerciaux, éducatifs, culturels, énergétiques et militaires ne doivent pas passer avant les droits humains !

Non aux accords bilatéraux sans le respect des droits humains !

¹Toutes les sources qui nous ont permis d'apporter ces chiffres sont disponibles sur le site <http://parisayotzinapa.org/>

A Paris, le 30 juin 2017

Collectif Paris-Ayotzinapa

 Collectif Paris Ayotzinapa,  @Paris-Ayotzinapa



Signataires : Le CSPCL (Collectif de Solidarité avec les Peuples du Chiapas en Lutte); Collectif Terre et Liberté pour l'Arauco ; Collectif Guatemala ; Collectif Les 56 niñas du Guatemala ; Collectif Paraguay ; Collectif Solidarité Mexique-Nancy ; Collectif de Solidarité Mexique-Strasbourg ; Collectif Bruxsel Fandango Project ; Collectif FAL (France Amérique Latine); l'association Mut Vitz 13, Collectif Urgence Notre Police Assassine ; Collectif 8 juillet ; La Coordination des Groupes Anarchistes - Région Parisienne ; Sud Education ; l'Union Syndicale Solidaires ; MRAP ; ICAD France ; Association « Les nouveaux Dissidents » ; Espoir Chiapas ; Association TEJE Paris.